

LE FIGARO

lefigaro.fr

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



MARCHÉ DE L'ART
NAPOLÉON INVITÉ VEDETTE
DE LA BIENNALE PARIS

PAGE 30

GASTRONOMIE
LES NOUVELLES GRANDES
TABLES PARISIENNES

PAGES 28 ET 29



EUROPE
Macron cajole
Merkel à Marseille
PAGE 4

DROITE
Retailleau avance
sans bruit mais
avec méthode PAGE 6

ENVIRONNEMENT
Les chasseurs dans
le viseur des
radicaux Verts PAGE 9

FOOTBALL
Alphonse Areola a
marqué les esprits
PAGE 11

CHAMPS LIBRES

- En Bourgogne, on vendange les raisins de la réinsertion
- Les tribunes de Dominique Reynié et de Serge Federbusch
- La chronique de Natacha Polony
- L'analyse de Sophie de Ravinel

PAGES 15 A 17

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

Réponses à la question de vendredi:
Faut-il bannir l'écriture inclusive des documents officiels?

OUI 95% NON 5%

TOTAL DE VOTANTS : 26648

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Faut-il développer davantage les filières en apprentissage?

PLAINPICTURE/MINT IMAGES - F. BOUCHON / LE FIGARO - ADRIEN DIRAND

AVIS D'EXPERT
LE CRÉDIT, UNE SOLUTION PATRIMONIALE

PAR **BNP PARIBAS** BANQUE PRIVÉE



Les partis anti-migrants ébranlent le modèle scandinave

Lors des élections législatives de ce week-end en Suède, le parti anti-immigration de Jimmie Akesson devrait faire une percée. Notre reporter a parcouru la Scandinavie, bousculée par une vague « populiste ».

PAGES 2, 3, 16 ET L'ÉDITORIAL



MATS ANDERSSON/AFIP

Les pays du Golfe prêts à soutenir Assad contre le retrait des Iraniens

L'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis, qui finançaient il n'y a pas si longtemps encore les rebelles opposés à Bachar el-Assad, sont prêts désormais à le maintenir

au pouvoir. Mais à condition qu'il rompe avec son allié chiite iranien, l'ennemi juré des monarchies sunnites, de Riyad et d'Abu Dhabi, en particulier. PAGE 8



L'apprentissage reprend peu à peu des couleurs

De juin 2017 à mai 2018, 307 000 contrats d'alternance ont été enregistrés dans le privé et le public, soit une progression de 5,5 %. Ce retour en grâce, qui s'explique par le rétablissement des aides sous le gouvernement Valls, de-

vrait se confirmer avec l'ambitieuse réforme de l'apprentissage en cours d'adoption. La demande est particulièrement forte dans les métiers de l'alimentation, des services, de la réparation automobile et de l'esthétique. PAGES 20 ET 21

ÉDITORIAL par Arnaud de La Grange adelegrange@lefigaro.fr

Au Nord comme au Sud...

Longtemps, la Scandinavie fit figure de havre pour les idées généreuses. Le royaume de la tolérance, une terre de tempérance. Tout y était bien ordonné, à commencer par la charité. Vers ces terres d'accueil se pressaient les proscrits, figures dissidentes et simples réfugiés. De là rayonnait une diplomatie « morale », guidée par les droits de l'homme. Le Nobel de la paix rehaussait encore cet éclat.

Et voilà que l'image se brouille. Comme si un grain « populiste » voilait la surface des fjords clairs... En Suède, on prédit la forte poussée d'un parti d'extrême droite aux élections de ce week-end. Au Danemark et en Norvège, des formations nationalistes ont fait de spectaculaires percées, s'imposant dans le paysage gouvernemental. Tous ces partis ont prospéré sur le même terrain: le refus de

des eaux de la Méditerranée à celles de la Baltique. Et la Suède est loin d'être un pays à l'économie malade. Là-bas comme ailleurs, ce n'est pas le cœur du sujet. C'est une profonde insécurité culturelle qui draine les électeurs vers ces formations.

Les populations scandinaves n'ont pas massivement basculé dans l'intolérance et un nationalisme obtus. Mais leur vision du monde a changé.

Partout, un même terreau: le refus de l'immigration de masse

Les règles d'asile, conçues il y a plus d'un demi-siècle pour accueillir des individus persécutés, leur apparaissent inadaptées aux vastes mouvements de popula-

**IWC PORTUGIESER.
LA LÉGENDE
PARMI LES ICÔNES.**



La générosité de l'État suédois agit comme un aimant pour une myriade de clandestins

MATTEO SALVINI, PATRON DE LA LIGUE ITALIENNE
LUCA BRUNO/AP

La vague des migrants fissure le modèle scandinave

Grand reportage dans trois pays nordiques, bastions d'une social-démocratie généreuse où la crise migratoire a semé le trouble.

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes
ENVOYÉ SPÉCIAL EN SUÈDE, DANEMARK, NORVÈGE

LA PLUIE froide qui s'est mise à tomber ne semble pas déranger Jimmie Akesson. En veste et chemise ouverte, le chef du parti des Démocrates de Suède continue son discours malgré les averses qui s'abattent sur le sud du pays. Debout devant une petite centaine de personnes rassemblées sur la place Stortorget, au centre de Helsingborg, un micro accroché à l'oreille, il évoque plus un animateur de jeu télévisé qu'un tribun d'extrême droite. Le discours est en revanche sans ambiguïté : « Il y a des fusillades tous les jours, des voitures brûlées un peu partout et 23 % des femmes ont peur de sortir le soir », dit Akesson. « Personne en Suède ne devrait vivre dans la peur. Voici deux ans que nous disons que nous avons besoin de plus de policiers. Le gouvernement a d'abord prétendu que nous avions tort, mais dit à présent la même chose que nous. »

La foule applaudit. « La Suède fait face à de graves problèmes d'immigration et d'intégration. La seule politique suivie depuis 25 à 30 ans a été de déverser de l'argent dans les quartiers où vivent les immigrés. Comme ça n'a pas marché, on a déversé encore plus d'argent, avec les mêmes résultats. Nous devons changer cette politique : les nouveaux arrivants doivent s'adapter à l'endroit où ils sont venus vivre, pas l'inverse. »

Le ton est ferme, mais Akesson n'élève jamais la voix, ni ne se montre menaçant. Ce jeune homme affable, barbe courte, lunettes d'écaillé, cheveux plaqués en arrière ressemble à un cadre dans une entreprise de communication. Il est en réalité un vieux routier de la politique. Âgé de 39 ans, Akesson participe à sa quatrième élection législative ; c'est en revanche la première fois que son parti est dans le groupe de tête.

Les sondages placent les Démocrates de Suède entre la première et la troisième place, un succès pour cet ancien groupuscule d'extrême droite. Ce sera aussi largement celui de Jimmie Akesson. Entré dans le parti en 1995 alors qu'il n'a que 16 ans, devenu son chef en 2005 à 26 ans, il est celui qui a transformé ce parti aux origines sulfureuses en une formation respectable, jusqu'à en faire l'un des plus grands partis suédois.

Il lui a fallu pour cela écarter les extrémistes en tout genre, suprémacistes blancs, néonazis et amateurs de hard-rock viking, nombreux dans les rangs du parti à sa fondation en 1988. L'un de ses premiers dirigeants, Anders Klars-tröm, avait fait partie d'un groupe ouvertement pro-nazi, et certains adhérents de la première heure avaient appartenu à la Waffen SS pendant la Seconde Guerre mon-

diale. Akesson a sanctionné systématiquement les dérapages verbaux et les provocations. Depuis 2014, une quarantaine de membres sont expulsés pour leurs liens avec des organisations extrémistes ou pour avoir fait des déclarations racistes. Il a aussi changé le symbole du parti, remplaçant la torche qui lui servait d'emblème par une petite fleur bleue typique du printemps suédois, l'anémone hépatique. Son discours reste fermement opposé à l'immigration, mais dorénavant sur des bases culturelles plus que raciales ou ethniques.

« Nous demandons que les nouveaux arrivants apprennent notre langue, et qu'ils comprennent et acceptent nos lois, nos usages et notre culture »

JIMMIE AKESSON,
CHEF DES DÉMOCRATES DE SUÈDE

« Nous n'avons rien contre l'immigration », explique Akesson d'un ton patelin à ses partisans de Helsingborg, « et de nombreux immigrants contribuent à la prospérité de ce pays. Mais nous demandons en revanche que les nouveaux arrivants apprennent notre langue, et qu'ils comprennent et acceptent nos lois, nos usages et notre culture. »

« Notre société est basée sur un certain nombre de normes et de valeurs, poursuit-il, nous sommes un pays démocratique, où les femmes sont égales aux hommes, où nous respectons la nature et les animaux. Je dis aux immigrants : si vous voulez vous adapter à notre société, vous êtes les bienvenus. Mais sinon, vous devrez cesser de revendiquer des droits exorbitants, comme celui de construire de grosses mosquées, de séparer les garçons et les filles à l'école et de faire porter le hidjab à des filles. Si ce sont vos revendications, alors vous n'êtes pas les bienvenus en Suède. » Applaudissements nourris.

Pendant la campagne, Jimmie Akesson a répété ce discours dans une cinquantaine de villes en Suède, sillonnant en particulier la Scanie, région industrielle et agricole du sud du pays, où son parti fait ses meilleurs scores.

Les foules venues l'écouter ne sont pas immenses, mais assez variées, même si les classes populaires dominent. « Tout ce que dit Akesson est vrai », dit Kenneth, une jeune infirmière venue au rassemblement de Helsingborg. « Nos hôpitaux sont encombrés et en sous-effectifs, on n'arrive plus à traiter les malades. Et l'immigration devient un véritable problème, tout comme la sécurité », dit-elle.

Même si les chiffres de la délinquance sont comme toujours sujets à des interprétations diverses

en fonction des experts qui les analysent, l'actualité récente a servi le discours des Démocrates de Suède. En juin dernier, trois personnes ont été tuées à l'arme automatique à Malmö, la troisième ville du pays. Des attaques à la grenade se sont multipliées au cours des dernières années. Le mois dernier, une centaine de voitures ont été incendiées à Göteborg, une autre grande ville suédoise. « Quand on vous dit que la situation est compliquée, rappelez-vous qu'elle est très simple », conclut Akesson à la fin de ses allocutions. « Regardez autour de vous. Êtes-vous contents de ce que vous voyez ? Les voitures qui brûlent, les gangs de criminels qui se tirent dessus dans les rues, les queues à l'hôpital. Si vous êtes contents, votez pour les sortants, parce que c'est le résultat de leur politique. Mais si vous n'êtes pas contents, alors votez pour nous. »

Michael Rosenberg, 49 ans, est le responsable de la section locale des Démocrates de Suède à Helsingborg. « Le succès de cette campagne est largement dû aux réseaux sociaux », dit-il. « On n'aurait jamais pu arriver à de tels scores voici encore quelques années, quand les médias locaux et régionaux refusaient catégoriquement de publier quoi que ce soit sur nous. 80 % des médias suédois sont de gauche ou bien contrôlés par la gauche. Maintenant, on n'a plus besoin d'eux. »

Militant depuis 1995, ce chauffeur de taxi père de quatre enfants a vu son parti gagner en importance au fil des années. « Le premier seuil a été franchi en 2001, quand nous avons dépassé les 1 %, ce qui nous a permis de figurer dans les tracts électoraux distribués par courrier. En 2006, nous avons gagné nos premiers sièges dans les conseils municipaux. En 2010, nous



« Avec l'immigration, nous avons voulu impressionner le reste du monde, et nous avons ouvert tout grand nos frontières. Le résultat est une immense faillite »

MICHAEL ROSENBERG,
RESPONSABLE
DU PARTI DES
DÉMOCRATES
DE SUÈDE DE
HELSINGBORG

avons atteint 4 % des voix, et obtenu nos premiers sièges au Parlement. Et maintenant, nous allons vers les 25 %, nous allons peut-être devenir le premier parti du pays. » Michael Rosenberg refuse d'être qualifié de militant d'extrême droite. « Les médias nous traitent de nazis parce qu'ils ne savent pas quoi dire d'autre. C'est une étiquette qui sert à refuser de débattre avec nous. Nos militants font face à des mesures d'intimidation. Mais ces méthodes ne marchent plus. Maintenant, les gens n'ont plus peur de dire qu'ils votent pour nous. Nos électeurs appartiennent à tous les milieux : à Helsingborg, nous avons des partisans jusque dans des circonscriptions qui votaient traditionnellement à gauche. Des bourgeois aisés, des ouvriers, des femmes, des gens éduqués, des homosexuels, sont à présent pour nous. »

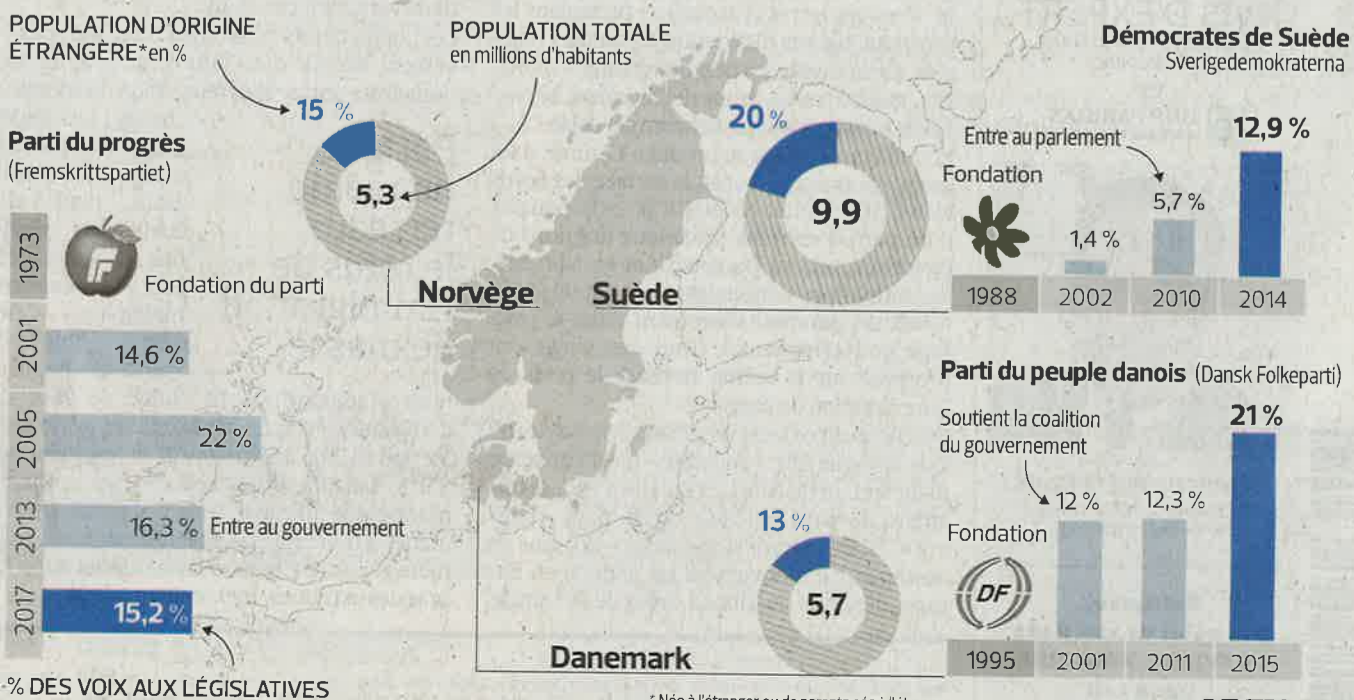
La vague d'immigration de 2015 a constitué un tournant dans la politique suédoise. Lorsque la chancelière allemande Angela Merkel rompt avec les règles de l'Union européenne et décide d'admettre sur le sol allemand près d'un million de migrants et réfugiés mêlés, la Suède emboîte le pas. Le premier ministre suédois, le conservateur Fredrik Reinfeldt appelle alors ses concitoyens à « ouvrir leur cœur ». La Suède reçoit en 2015 plus de 160 000 demandes

d'asile, majoritairement en provenance de Syrie, d'Afghanistan ou d'Irak. C'est un chiffre record par habitant en Europe. Dans un pays de 10 millions d'habitants, la population née à l'étranger ou de parents nés à l'étranger représente aujourd'hui près de 20 % de la population totale, chiffre comparable à la proportion française. Cette proportion est encore plus forte dans les grandes villes, Stockholm, Göteborg et Malmö.

« La Suède est un pays qui aime bien donner des leçons aux autres », explique Michael Rosenberg, le responsable du parti des Démocrates de Suède de Helsingborg. « Avec l'immigration, nous avons voulu impressionner le reste du monde, et nous avons ouvert tout grand nos frontières. Le résultat est une immense faillite. Nous avons fait entrer des gens qui ne parlent pas suédois, et qui n'ont aucune envie d'appartenir à ce pays. L'idée selon laquelle nous devons devenir une société multiculturelle est fondamentalement fautive. Notre parti est une réaction contre ce phénomène. Nous disons juste que si vous voulez venir vivre en Suède, c'est pour devenir suédois. Les politiciens n'ont rien compris. Les gens ont cessé de leur faire confiance à partir de ce moment-là. »

« L'essor des Démocrates de Suède est un phénomène assez difficile à saisir, car le pays n'est pas en

La progression de l'extrême droite en Scandinavie





Des manifestants protestent devant le Parlement à Stockholm, en juin 2016, après le durcissement de la législation sur le droit d'asile et le regroupement familial.

TT NEWS AGENCY / HENRIK MONTGOMERY / AFP FORUM

tion du parti à Siv Jensen, autre forte personnalité féminine dans la galaxie de la droite nationaliste scandinave. Elle conclut en 2013 une alliance avec le parti conservateur, et obtient sept postes au gouvernement. Devenue ministre des Finances, Siv Jensen a retourné à son profit une alliance destinée à affaiblir le Parti du progrès. Au lieu de voir son influence diminuer, c'est l'extrême droite qui impose ses thématiques. « *Quand la crise des migrants est finalement arrivée en 2015, nous avons été les seuls à garder la tête froide* », explique Jon Engen-Helghem, 37 ans, député du Parti du progrès au Storting, le Parlement norvégien. « *Les autres partis politiques ont tous surenchéri sur le nombre de migrants que nous*

« Nous préférons dépenser de l'argent pour venir en aide à plus de gens, mais en dehors de nos frontières »

JON ENGEN-HELGHM, DÉPUTÉ DU PARTI DU PROGRÈS

pouvions accueillir. Nous leur avons dit que la politique n'était pas une affaire de bons sentiments. Tout le monde réalise aujourd'hui que nous avions raison. »

En 2015, quelques mois après le début de la crise migratoire, le gouvernement nomme au ministère de l'immigration une autre femme à poigne, élue sur la liste du Parti du progrès : Sylvi Listhaug. Cette quadragénaire blonde et souriante refuse de céder à la « tyrannie de la bonté ». Elle entend prendre de réduire de façon drastique le nombre de demandeurs d'asile admis en Norvège. Le chiffre passe de 30 000 entrées en 2015 à 2000 en 2017. Pour Listhaug et le Parti du progrès, le droit d'asile régit par la convention des Nations unies de 1951 n'est plus adapté à des migrants qui traversent plusieurs dizaines de frontières et sont donc théoriquement en sécurité dès qu'ils ont franchi la première. « *Ces dispositifs ont été créés pour une autre époque, afin de protéger des individus persécutés. Ils ne sont plus adaptés à des mouvements de masse de migrants économiques* », explique Jon Engen-Helghem. « *De plus, cette politique d'accueil compassionnelle est fondamentalement injuste : les demandeurs d'asile sont ceux qui ont le plus d'argent. Ceux qui ont le plus besoin d'aide n'ont pas les moyens de payer les passeurs. Nous préférons dépenser de l'argent pour venir en aide à plus de gens, mais en dehors de nos frontières. Et nous sommes favorables au retour dans leur pays les réfugiés qui n'ont plus besoin de protection, comme les ressortissants des Balkans par exemple.* » Listhaug entend faire de la Norvège le pays le plus strict concernant le droit d'asile et que le regroupement familial ait plutôt lieu dans le pays d'origine qu'en Norvège.

Devenue ministre de la Justice, elle est finalement contrainte à la démission en mars dernier, après avoir accusé les travaillistes, qui venaient de rejeter un projet de loi sur la déchéance de nationalité des auteurs d'attentats, de « *plus se soucier des droits des terroristes que de la sécurité des Norvégiens* ». Alors que les membres du Parti travailliste ont été parmi les victimes de la tuerie d'Anders Breivik sur l'île d'Utøya en 2011, son commentaire suscite un tollé. Sa carrière ne devrait pourtant pas s'en ressentir, puisqu'elle a été nommée première vice-présidente du Parti du progrès le 3 septembre dernier. ■

crise », dit Ann-Cathrine Jungar, professeur en sciences sociales à l'université de Södertörn de Stockholm : « *L'économie se porte très bien, et globalement l'intégration des immigrés se passe plutôt moins mal qu'ailleurs. La Suède reste aussi un pays très égalitaire, même si les inégalités y progressent plus vite que dans n'importe quel autre pays de l'OCDE. Ce qui se passe est peut-être un phénomène naturel ; la Suède est allée très loin dans les domaines de l'égalité, de l'accueil des étrangers. Ce qui se produit est peut-être un réajustement, une réaction de la société.* »

« *La personnalité de Jimmie Akesson a beaucoup contribué au succès des Démocrates de Suède, dit Ann-Cathrine Jungar. Il est calme, courtois, sans agressivité. C'est le genre de personnalité politique qui plaît en Suède. Il a aussi réussi à gommer les origines néonazies du parti, rompant avec l'image de l'extrême droite, avec tatouages et blousons de cuir. Il a aussi remplacé le nationalisme ethnique par un nationalisme culturel, plus acceptable et moins ouvertement raciste* », dit-elle.

« *L'un de leurs modèles a été le Parti du peuple danois, qui a servi d'exemple à Akesson pour réorganiser le parti, éloigner les éléments extrémistes et offrir une image plus policée. Les Danois ont quinze ans d'avance sur nous.* »

Pendant les éclaircies, on aperçoit depuis Helsingborg la côte danoise de l'autre côté du détroit de l'Oresund. La ville jumelle est Elsenor, là où Shakespeare place l'action de Hamlet. Y a-t-il quelque chose de pourri au royaume du Danemark ? Premier pays scandinave à avoir vu un parti nationaliste anti-immigration accepté par le reste de la classe politique, le Danemark fait figure de précurseur. Formé en 1995, le Parti du peuple danois (DPP) est dans un premier temps mis au ban de la classe politique.

En 1999, le premier ministre social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen avait exprimé par une formule méprisante le statut de paria de la nouvelle formation : « *Vous ne serez jamais assez propres pour rentrer dans la maison* », employant une expression qu'on utilise pour les animaux. La dirigeante du parti, Pia Kjaersgaard, ancienne aide-soignante, est alors regardée de haut par la classe politique suédoise.

Le Parti du peuple danois pro-

gresse pourtant dans l'opinion. Devenu en 2001 le troisième parti au Folketing, le Parlement danois, il rejoint la coalition libérale et conservatrice. Sans participer au gouvernement. Cette position lui permet d'exercer une influence croissante sur la politique du pays. Le Danemark durcit progressivement ses lois sur l'immigration, mesures largement acceptées par la plupart des formations politiques. Une loi autorisant à confisquer les bijoux des demandeurs d'asile a été adoptée, et les réglementations concernant les résidents étrangers ont été durcies. Un

« La Suède est allée très loin dans les domaines de l'égalité, de l'accueil des étrangers. Ce qui se produit est peut-être un réajustement, une réaction de la société »

ANN-CATHRINE JUNGAR, PROFESSEUR EN SCIENCES SOCIALES

nouveau projet de loi visant à éradiquer les ghettos ethniques en rendant obligatoire dès l'âge de un an l'apprentissage du danois et des valeurs danoises est à l'étude.

Pia Kjaersgaard est depuis 2015 présidente du Parlement, et le DPP, dirigé par Kristian Thulesen Dahl, s'est encore rapproché du pouvoir.

En juin dernier, le Parti social-démocrate qui refusait voici vingt ans tout rapport avec le Parti du peuple danois a presque achevé sa volte-face. Sa nouvelle présidente, Mette Frederiksen a rompu son alliance avec les Libéraux, en raison de « *divergences devenues trop grandes* » sur les questions d'immigration. Le parti, a-t-elle déclaré, est maintenant « *plus en phase avec les opinions des Danois sur l'immigration, et nous allons continuer sur cette route* ». Mette Frederiksen, qui a de bonnes chances de devenir en juin 2019 première ministre, ne voit aucun inconvénient à gouverner avec le soutien du Parti du peuple danois.

Pendant qu'il se rapprochait du centre, ou le centre de lui, le parti d'extrême droite a vu apparaître une formation à la fois plus radicale et tout aussi présentable.

Nye Borgerlige (la nouvelle droite), fondée en 2015 par deux déçus du parti conservateur, est

une nouvelle formation en plein essor. La cofondatrice de Nye Borgerlige est une architecte de 42 ans, Pernille Vermund. Mère de trois enfants, récemment divorcée, cette jeune femme blonde est le visage souriant de cette nouvelle droite nationaliste, qui assume son conservatisme, sa foi luthérienne et son libéralisme économique. Ses positions sur l'immigration sont tranchées et assumées. Le nouveau parti veut sortir de l'Union européenne pour créer une zone de libre-échange avec le Royaume-Uni et la Norvège, supprimer les impôts sur les sociétés. Cette nouvelle tendance tranche avec le Parti du peuple danois et celui des Démocrates de Suède, dont la politique anti-migratoire s'accompagne d'un soutien à l'État-providence.

Ce mélange de libéralisme anti-étatique et d'opposition à l'immigration caractérise la troisième grande formation de droite nationaliste scandinave : le Parti du progrès norvégien. La Norvège occupe une place particulière en Europe, à la fois à l'extérieur de l'Union européenne, tout en entretenant des liens étroits avec elle, un peu comme la Suisse. Non soumise aux règles européennes en matière d'accueil des réfugiés, la Norvège a en revanche longtemps été l'un des pays les plus progressistes du monde en matière de droit d'asile. Dans le fjord d'Oslo, dans le musée qui célèbre la mémoire des explorateurs polaires, une place éminente est accordée à Fridtjof Nansen. Après

EN CHIFFRES

Demandes d'asile en Suède en 2015

160 000

Intentions de vote pour les Démocrates de Suède aux élections législatives

20%

Jimmie Akesson, chef des Démocrates de Suède, en campagne pour les législatives, le 17 août, à Sundsvall, sur la côte de la mer Baltique.

MATS ANDERSSON/AFP

